

Des outils citoyens de veille parlementaire



Tangui Morlier
Juriconnexion – 24 novembre 2014



Regards Citoyens ?

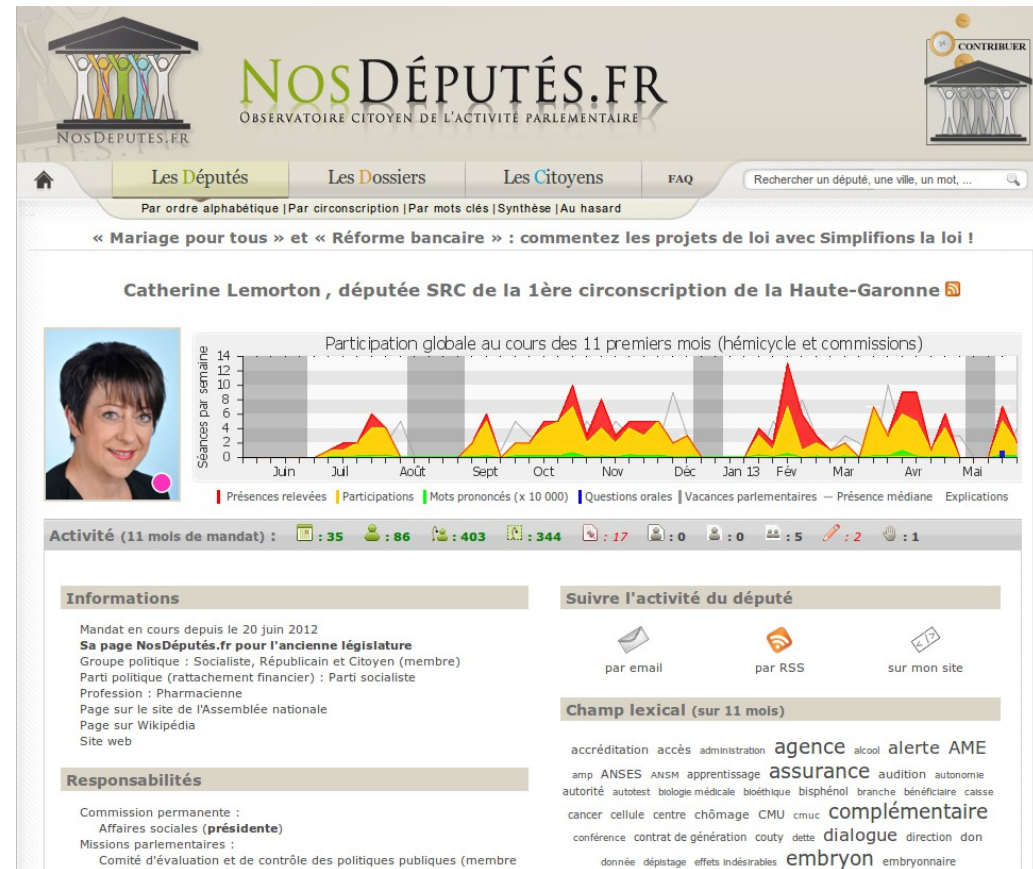
- Une équipe de bénévoles férus de numérique
- Qui se passionnent pour l'activité parlementaire en 2009
- Mettent leurs compétences techniques au service de cette passion





NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Mettre en valeur l'activité des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat
- Utiliser un maximum de données publiques issues du JO ou des sites de l'Assemblée et du Sénat





Très nombreux documents parlementaires

- NosDéputés.fr et NosSénateurs.fr, c'est :
 - 3 121 637 documents parlementaires
 - Interventions
 - Amendements
 - Rapports et Projets de loi
 - Questions écrites
 - Depuis 2007
 - Mis à jour toutes les 8 heures



Un moteur de recherche (1/2)

- Accessible depuis toutes les pages

Une initiative de RegardsCitoyens.org

Identifiant: GO Inscription

NOS DÉPUTÉS.FR
OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

CONTRIBUER

Les Députés | Les Dossiers | Les Citoyens | FAQ

avocats

Par ordre alphabétique | Par circonscription | Par mots clés | Synthèse | Au hasard

Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

avocats Rechercher

Résultats pour « **avocats** »

Affiner par date : entre juin 2012 et novembre 2014

Bar chart showing results over time. A callout for **Juillet 2013** shows **181 résultats**.

Résultats 1 à 20 sur 2419 triés par date — trier par pertinence

Amendement N° CL3 au texte N° 996 - APRÈS ART. UNIQUE (Sort indéfini)

, expert, arbitre, d'être employé comme témoin dans les actes et de déposer en justice autrement que pour donner de simples renseignements ; 5° La destitution et l'exclusion des condamnés des professions d'**avocat**, de notaire et de tous les offices ministériels ; 6° La destitution et l'exclusion des condamnés de toute fonction éducative et de tous organismes, associations et syndicats chargés de représenter les professions et d'en assurer la discipline ; 7° L'incapacité de faire

Consulter

S'abonner aux résultats de cette recherche

par email par RSS

Rechercher par législature

13^{ème} législature 14^{ème} législature



Moteur de recherche (2/2)

Une initiative de RegardsCitoyens.org

Identifiant: GO Inscription

Législature 2007-2012

NOS DÉPUTÉS.FR
OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

CONTRIBUER

Les Députés | Les Dossiers | Les Citoyens | FAQ

avocats

Par ordre alphabétique | Par circonscription | Par mots clés | Synthèse | Au hasard

Découvrez vos députés de la 14^{ème} législature !

avocats Rechercher

Résultats pour « avocats »
Affiner par date : entre samedi 01/01/2011 et mardi 01/02/2011

Résultats 1 à 20 sur 379 triés par pertinence — trier par date

Intervention en hémicycle le 20/01/2011 : Garde à vue
Roland Muzeau
Roland Muzeau Cet amendement a deux objets. D'une part, il propose de supprimer les deux dernières phrases de l'alinéa 9, qui autorisent les policiers à censurer des questions posées par l'avocat de la personne mise en cause, car cette possibilité de censure n'est pas accompagnée de garde-fou puisque toute question qui serait « de nature à nuire au bon déroulement de l'enquête » pourra être écartée. Les policiers pourraient donc parfaitement empêcher systématiquement les avocats de poser des

Consulter

Intervention en hémicycle le 19/01/2011 : Garde à vue
Claude Goasguen
Claude Goasguen Il est tout de même clair qu'il n'est pas possible d'interroger en même temps quatre suspects. Une solution doit être trouvée. De manière générale, attention à l'article 51 Ce que le rapporteur propose à travers l'amendement n° 95 est catastrophique. D'abord, il est inapplicable. Ensuite, il laisse croire que les avocats vont s'amuser, en toute conscience, à se rendre coupable d'un conflit d'intérêt et que les magistrats ne s'apercevront de rien. Quelle confiance vous leur

S'abonner aux résultats de cette recherche

par email par RSS

Rechercher par législature

13^{ème} législature
14^{ème} législature

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filter par type de résultat

Interventions (379)

Filter par député

Philippe Gosselin (36)

Filterer par député

- + Sergio Coronado (70)
- + Alain Turret (66)
- + Thierry Lazaro (59)
- + Jean-jacques Candelier (55)
- + Cecile Untermaier (48)
- + Marc Le Fur (39)
- + Julien Aubert (38)
- + Paul Molac (36)
- + Alain Suguenot (35)
- + Bernard Perrut (35)
- + Damien Abad (35)
- + Nicolas Dhuicq (33)
- + Yann Galut (32)
- + Fernand Sire (31)
- + Pascal Cherki (31)
- + Patrick Hetzel (30)
- + Denys Robiliard (29)
- + Francois De Rugy (29)
- + Marie-jo Zimmermann (28)
- + Danielle Auroi (27)
- + Jean-pierre Decool (27)
- + Pierre Morel-a-l'huissier (27)
- + Christian Estrosi (26)
- + Eric Straumann (26)
- + Noel Mamere (25)
- + Barbara Pompili (24)
- + Charles De Courson (24)
- + Isabelle Attard (24)



Des alertes Email et RSS

S'abonner aux résultats
de cette recherche



par email



par RSS

Création d'une alerte email

Votre email

Mots clés recherchés

avocats

Période max. de réception


Une fois par semaine ▾

Créer



This is a "feed" of frequently changing content on this site.

You can subscribe to this feed to receive updates when this content changes.

Subscribe to this feed using  Live Bookmarks ▾

Always use Live Bookmarks to subscribe to feeds.

Subscribe Now

NosSénateurs.fr : Recherche sur avocats

[Intervention en hémicycle le 20/11/2014 : Loi de finances pour 2015](#)

20/11/2014 12:33

collectivités connaissent une situation sensiblement plus dégradée que d'autres. Le Gouvernement a fait adopter des dispositions collectives aux prises avec leurs emprunts structurés, leurs avocats et leur coût exorbitant en devises et en professionnelle pour alimenter un fonds d'investissement, ne faudrait-il pas mettre en place un moratoire sur

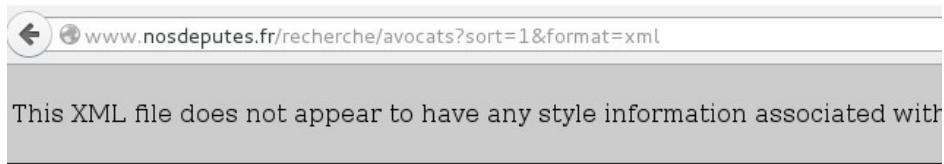
[Délégation sénatoriale à l'Outre-mer - Intervention le 20/11/2014](#)

20/11/2014 06:09

particulièrement la contribution à nos travaux d'Éric Doligé qui n'est pas ultramarin mais qui a su aborder les points au cours de nos déplacements et de nos auditions, ce qui lui a permis de s'en faire l'avocat talentueux. La contrainte en séance publique pour défendre les intérêts des outre-mer. Ils ont besoin d'alliés. La France est un



... et une API



```
-<search>
  <start>1</start>
  <end>20</end>
  <last_result>2419</last_result>
-<results>
  -<result>
    <document_type>Amendement</document_type>
    <document_id>77732</document_id>
    -<document_url>
      http://www.nosdeputés.fr//api/document/Amendement/77732/xml
    </document_url>
  </result>
  -<result>
    <document_type>Amendement</document_type>
    <document_id>77738</document_id>
    -<document_url>
      http://www.nosdeputés.fr//api/document/Amendement/77738/xml
    </document_url>
  </result>
-<result>
```



- Données en OpenData
- librement réutilisables
- La licence ODBL :
 - Citer la source
 - Redistribuer les modifications



La Fabrique de la Loi (1/2)

LA FABRIQUE DE LA LOI

pj12-688

medialab CEE CNRS île de France

PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

Dossier Sénat Loi sur Légifrance
Dossier Assemblée Open Data / Git

< Voir la chronologie du texte Vue alignée

Dépôt	1 ^{ère} Lecture						CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.
Gouv.	Assemblée		Sénat				CMP	Assemblée		Sénat		AN
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.

Article 2

1^{ère} Lecture · Sénat · Commission

Explorer les amendements

- I A. - L'article L. O. 140 du code électoral est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- "Le mandat de député est également incompatible avec l'exercice de fonctions juridictionnelles autres que celles prévues par la Constitution relevant de l'ordonnance du 22 décembre 1958 précitée et avec l'exercice de fonctions d'arbitre, de médiateur ou de conciliateur."
- I B A. - L'article L. O. 145 du code électoral est ainsi modifié :
- 1° Au premier alinéa, les mots : "et de membre du conseil d'administration" sont supprimés ;
- 2° Le second alinéa est ainsi rédigé :
- "Sauf si le député y est désigné en cette

Article 2

1^{ère} Lecture · Sénat · Commission

Modifications : 44.69 %

Longueur du texte : 5030 caractères

À PROPOS BLOG OPENDATA SIGNALER UN BUG MENTIONS LÉGALES CONTACT



La Fabrique de la loi (2/2)

PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

[Dossier Sénat](#) [Loi sur Légifrance](#)
[Dossier Assemblée](#) [Open Data / Git](#)

< Voir les articles du texte Vue « échiquier politique »

Dépôt	1 ^{ère} Lecture						CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.	Rapporteurs	
Gouv.	Assemblée		Sénat				CMP	Assemblée		Sénat		AN		
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.		

Transparence de la vie publique

Discussion générale commune

Article 1er

Après l'article 1er

Article 2

LÉGENDE

- GDR
- SRC
- ECOLO
- RRDP
- UDI
- UMP
- NI
- Présidence
- Rapporteurs
- Gouvernement

Rapporteurs

Article 1er
7901 mots prononcés par 2 orateurs

Article 1er
7896 mots
Jean-Jacques Urvoas
rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république
[Lire les interventions](#)

Article 1er
5 mots
Jean-Yves Le Bouillonnet
porteur pour avis
[Lire les interventions](#)

Amendement 154

11/07/2013 Adopté ✓

Sujet : Article 2

Signataires : MM. Hyst, Longuet, les membres du Groupe Union pour un Mouvement Populaire

Exposé des motifs :
Amendement de précision.

Texte :
Amendement n° 81 rectifié, alinéa 42
Rédiger ainsi cet alinéa :

Amendement 154
Union pour un Mouvement Populaire
Sort : adopté
11/07/2013



Des liens vers les documents

Jean-Jacques Urvoas, rapporteur
Défavorable.
[Laisser un commentaire](#)

Denis Baupin, président
Quel est l'avis du Gouvernement ?
[Laisser un commentaire](#)

Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement
Défavorable.
[Laisser un commentaire](#)

Julien Aubert
C'est un peu court, comme réponse !
[Laisser un commentaire](#)

Les amendements identiques nos [69](#), [70](#) et [230](#) ne sont pas adoptés.

Denis Baupin, président
La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° [285](#).
[Laisser un commentaire](#)

Amendement N° 230 (Rejeté)

Transparence de la vie publique
Discuté en séance le 19 juin 2013
Déposé le 17 juin 2013 par : M. Abad, M. Reiss, M. Fasquelle, M. Gosselin, M. Decool, Mme de La Raudière, M. Darmanin, M. Lazaro.



Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)
ART. 10
Après [alinéa 6](#), insérer l'alinéa suivant :
« 3° ter Les fonctionnaires de catégorie A et les directeurs des administrations publiques ; ».

Exposé sommaire :
La déclaration d'intérêts doit également toucher les plus hauts représentants de l'État, comme les représentants de l'administration qui en ont la direction. Ils doivent également faire preuve de transparence.



Une découverte du texte

Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)

Article 10

(Chapitre 1er - Section 2 : Obligations de déclaration)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

L'**article 10** prévoit que doivent également déclarer leur situation patrimoniale et leurs intérêts à la Haute autorité les députés européens et les personnes titulaires de fonctions exécutives locales dans les collectivités ou groupements de collectivités dont la population est la plus importante, ainsi que les membres des cabinets ministériels et des autorités administratives indépendantes et toute personne nommée en Conseil des ministres à des fonctions à la décision du Gouvernement. Les dirigeants d'entreprises publiques sont également soumis à ces obligations déclaratives.

[Commenter](#)

- 1.** I. — Adressent également au président de la Haute Autorité de la transparence de la vie publique une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts, établies dans les conditions prévues aux deux premiers alinéas du I et aux I bis et I ter de l'[article 3](#), dans les deux mois qui suivent leur entrée en fonctions :

2 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 215](#) [n° 254](#)
- 2.** 1° A Le titulaire d'un mandat de représentant français au Parlement européen ;

1 amendement déposé sur cet alinéa : [n° 105 adopté](#)
- 3.** 1° Le titulaire d'une fonction de président de conseil régional, de président de l'Assemblée de Corse, de président du conseil exécutif de Corse, de président de l'Assemblée de Guyane, de président de l'Assemblée de Martinique, de président du conseil exécutif de Martinique, de président d'une assemblée territoriale d'outre-mer, de président de conseil général, de président élu d'un exécutif d'une collectivité d'outre-mer, de maire d'une commune de plus de 20 000 habitants ou de président élu d'un groupement de communes doté d'une fiscalité propre dont la population excède 20 000 habitants ainsi que les présidents des autres groupements de communes dont les recettes ordinaires du dernier budget dépassent 5 millions d'euros ;

7 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 400](#) [n° 103 adopté](#) [n° 131 adopté](#) [n° 373](#) [n° 126](#) [n° 104 adopté](#) [n° 33](#)
- 4.** 2° Les conseillers régionaux, les conseillers à l'Assemblée de Guyane, les conseillers à l'Assemblée de Martinique, les conseillers exécutifs de Martinique, les conseillers exécutifs de Corse, les conseillers généraux et les adjoints aux maires des communes de plus de 100 000 habitants, lorsqu'ils sont titulaires, respectivement, d'une délégation de signature du président du conseil régional, du président du conseil exécutif, du président du conseil général ou du maire, dans les conditions fixées par la loi. Les délégations de signature sont notifiées sans délai par l'exécutif de chaque collectivité territoriale au président de la Haute Autorité de la transparence de la vie publique ;

9 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 34](#) [n° 393](#) [n° 125](#) [n° 401](#) [n° 374](#) [n° 212](#) [n° 255](#) [n° 124](#) [n° 148](#)
- 5.** 3° Les membres des cabinets ministériels et les collaborateurs du Président de la République qui font l'objet d'une nomination au *Journal officiel* ;

4 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 149](#) [n° 318](#) [n° 82 adopté](#) [n° 102](#)
- 6.** 3° bis Les collaborateurs du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat ;

2 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 304](#) [n° 230](#)



A l'avenir

- Intégrer plus de texte dans LaFabriqueDeLaLoi.fr
- Des textes explorables de manière systématique
- Investir le champ de la loi et la jurisprudence



Merci de votre attention



<http://RegardsCitoyens.org>

@RegardsCitoyens